



31<sup>e</sup> édition

Du Salon International  
de l'Édition et du Livre  
du 1 au 10 mai 2026

Vers un système juridique agile  
face aux mutations contemporaines

Programme d'activités

SALON  
du LIVRE

العرض الدولي للنشر والكتاب  
الطبعة 31<sup>e</sup> | 1<sup>er</sup> - 10<sup>er</sup> ماي 2026  
SALON INTERNATIONAL DE L'ÉDITION ET DU LIVRE



RABAT 2026



## Participation du Secrétariat Général du Gouvernement à la 31<sup>ème</sup> édition du Salon International de l'Édition et du Livre

Le Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) place sa participation à la 31<sup>e</sup> édition du Salon International de l'Édition et du Livre organisée à Rabat du 1 au 10 mai 2026, sous le thème : « *Vers un système juridique agile face aux mutations contemporaines* ».

Conçu de manière immersive et interactive, le stand du SGG accueillera une série de conférences et d'ateliers-débat offrant ainsi un cadre propice à la réflexion autour des enjeux liés à la gouvernance juridique et son rôle dans l'accompagnement des évolutions numériques de la société. Une occasion de mettre en avant également le rôle central que joue le SGG dans l'élaboration des textes juridiques et dans l'encadrement de l'action législative, tout en soulignant ses efforts pour la diffusion de l'information juridique.

En plus de servir d'espace de dialogue et de partage, le stand du SGG va être dédié, tout au long des journées du SIEL, à l'exposition des dernières publications de la direction de l'Imprimerie Officielle.



## Exposition des publications juridiques



Toute la durée du SIEL

10h - 20h

Stand du SGG

Consacrant la démarche d'ouverture prônée par le Secrétariat Général du Gouvernement, la Direction de l'Imprimerie Officielle continue d'enrichir la bibliothèque juridique marocaine par des publications de qualité. Ces éditions placent l'information juridique au cœur du développement et confortent, par la même occasion, sa référence et sa crédibilité auprès des différents acteurs. Ces publications se déclinent comme suit :

- **Série «Documentation Juridique Marocaine»** : Elle comprend plus de 150 ouvrages consolidés selon les dernières modifications, couvrant des domaines vitaux tels que l'investissement, la transformation numérique, textes d'application des lois organiques relatives aux régions, aux préfectures et provinces, et aux communes, la démocratie participative, l'urbanisme et la construction, ainsi que la loi relative à la procédure civile.
- **Programme de Veille Juridique** : Dans l'objectif de transformer la prospective juridique en une matière cognitive accessible, les publications de la Direction se sont renforcées par des ouvrages dédiés aux travaux de ce programme. Ce dernier s'intéresse à l'analyse des nouveaux systèmes législatifs et propose des lectures approfondies permettant de comprendre et d'anticiper les défis juridiques futurs.
- **Série «Décisions de la Justice Constitutionnelle»** : Une documentation méthodique qui retrace la jurisprudence constitutionnelle du Royaume. Elle est éditée en volumes successifs regroupant chacun 100 décisions, avec un indexage rigoureux et thématique, en faisant une référence judiciaire organisée qui garantit un accès fluide à l'information constitutionnelle.
- **Éditions Spéciales** : Des ouvrages spécialisés traitant des secteurs prioritaires, notamment la protection sociale, le système de santé et le guide des conventions internationales.

En vue de renforcer le principe de l'accessibilité juridique universelle et de consacrer le droit à l'information fiable, la Direction de l'Imprimerie Officielle propose une nouvelle génération de services inclusifs. Ces derniers visent à lever les barrières à l'information juridique, la transformant ainsi de textes statiques en un savoir accessible, numérique et inclusif, bénéficiant à toutes les franges de la société :



### Une bibliothèque numérique intégrale

La nouvelle plateforme constitue une véritable mémoire juridique digitale. Elle permet aux usagers de consulter, en ligne et dans leur intégralité, l'ensemble des publications de la Direction de l'Imprimerie Officielle. Cet outil offre une accessibilité instantanée à un fonds documentaire riche, facilitant les recherches des professionnels du droit, des chercheurs et des citoyens.



### Un guichet de commande en ligne simplifié

Afin de rapprocher l'administration de ses usagers, la plateforme intègre des services transactionnels complets :

- **Bulletin Officiel** : Consultation directe ou commande d'exemplaires spécifiques des éditions du Bulletin Officiel en quelques clics.
- **Copies Certifiées** : Possibilité de commander des copies du Bulletin Officiel certifiées conformes, garantissant la valeur légale des documents obtenus.
- **Livres et Brochures** : Un service de commande en ligne est disponible pour l'ensemble du catalogue, que ce soit pour des formats numériques ou en version papier.



### Un engagement fort pour l'accessibilité

L'innovation de l'Imprimerie Officielle s'inscrit également dans une démarche sociale et inclusive sans précédent, visant à rendre le texte législatif accessible à tous les citoyens, sans exception :

- **Système Braille** : Plus de 30 textes législatifs et réglementaires ont été adaptés en système braille pour les personnes non-voyantes et malvoyantes.
- **Langue des Signes** : Une fonctionnalité de traduction immédiate en langue des signes a été intégrée pour accompagner la communauté sourde et malentendante dans la compréhension des textes officiels.
- **Reconnaissance vocale** : L'intégralité des publications bénéficie désormais de la technologie de reconnaissance vocale, facilitant la navigation et la lecture.



### Intervenant

**M. Nadir ELMoumni**

Professeur de droit constitutionnel  
et de sciences politiques



### Modérateur

**M. Mohamed BOUHLAL**

Conseiller juridique des  
administrations au Secrétariat  
Général du Gouvernement

L'intervention propose des éléments de réflexion autour des enjeux liés à l'effet transformatif des lois. Sous une triple perspective, doctrinale normative et jurisprudentielle, l'intervention propose de resituer une série de questions méthodologiques et pratiques de la production normative en lien avec le processus d'émergence économique et sociale et à la lumière des grandes réformes juridiques en cours.

Partant de l'expérience nationale et de quelques expériences comparées en la matière, l'intervention explore, également, les opportunités et les défis se rapportant à ce choix d'action qui ambitionne d'accompagner des transformations structurelles par le droit, dans la ligne du processus de réforme conduit par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et de la vocation transformative de la Constitution.

## Conférences

Regards sur les enjeux juridiques accompagnant les grandes manifestations sportives : enseignements de la CAN 2025 à l'horizon de la Coupe du monde 2030



Mercredi 06 mai 2026

**11.00 - 12.00**

Salle Fatima al-Fihriya



### Intervenant

**Dr Moncef Lyazghi**

Chercheur spécialisé dans les politiques sportives



### Modérateur

**M. Brahim Zyani**

Professeur de droit administratif et des sciences administratives- Chef de Cabinet de M. le Secrétaire Général du Gouvernement

La réussite de l'organisation de la CAN 2025 par le Maroc ouvre de nouvelles perspectives qui appellent à accompagner ce rayonnement sportif par un renforcement du cadre juridique dédié à ce domaine. Dès lors, l'investissement dans la formation de compétences nationales en droit du sport s'impose comme un choix stratégique incontournable pour défendre les intérêts du Royaume sur la scène internationale et hisser la pratique sportive, au niveau national, sur des fondements législatifs solides.

# Le processus d'intégration de la langue amazighe dans la production législative et réglementaire



Mardi 05 mai 2026

**A partir de 16h**

Stand du SGG



### Intervenant

**M. Taoufik MEDIANI**

Conseiller juridique des administrations au Secrétariat Général du Gouvernement



### Intervenant

**Mme Karima KHALDOUN**

Directrice du développement de l'utilisation de la langue amazighe- Ministère de la Transition numérique et de la réforme de l'administration



### Intervenant

**M. HASSAN AKIOUD**

Chercheur en langue et traduction amazighes à l'IRCAM. Directeur du centre de la Traduction, de la Documentation et de l'Édition.

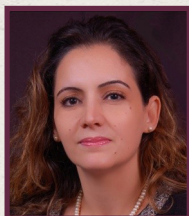


### Modératrice

**Mme Ouafaa CHAFIK**

Conseillère juridique des administrations - Secrétariat Général du Gouvernement

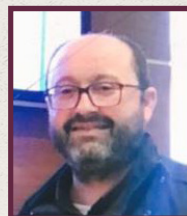
Cette rencontre constitue une occasion de faire le point sur les efforts déployés par les différentes parties prenantes en vue de la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe, en particulier en ce qui concerne son intégration dans la production normative, législative et réglementaire. Elle vise également à mettre en lumière les défis juridiques et linguistiques liés à l'élaboration des textes dans les deux langues officielles, l'arabe et l'amazighe.



### Intervenant

**Mme Nouha Laaboudi**

Conseillère juridique des administrations - Secrétariat Général du Gouvernement



### Intervenant

**M. Mounir MEHDI**

Professeur de l'enseignement supérieur à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Souissi, Université Mohammed V de Rabat.



### Intervenant

**M. Mohamed BOUZIT**

Professeur de l'enseignement supérieur à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Souissi, Université Mohammed V de Rabat



### Modérateur

**M. Abdelkhalek Edahmani**

Conseiller juridique des administrations - Secrétariat Général du Gouvernement

Cette conférence a pour objectif d'analyser les défis et les opportunités que les évolutions rapides de l'intelligence artificielle font peser sur la production normative. Elle constitue également une occasion d'engager un débat approfondi sur le renforcement du cadre juridique nécessaire à la régulation de l'usage des technologies avancées liées à l'intelligence artificielle et de réfléchir à des solutions législatives permettant de concilier l'adaptation aux mutations technologiques avec les exigences juridiques et les impératifs éthiques.



#### Auteur

**M. Radouane MRABET**

Universitaire et chercheur, ancien président de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès



#### Intervenant

**M. Nadir ELMOUMNI**

Professeur de droit constitutionnel et de sciences politiques



#### Intervenant

**M. Mohammed FADIL**

Professeur de droit public à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales – Souissi.



#### Modérateur

**M. Mohamed El Yadini**

Conseiller juridique des administrations - Secrétariat Général du Gouvernement

Cet ouvrage propose une analyse transversale du cadre normatif marocain relatif à la lutte contre la cybercriminalité et à la sécurisation du cyberspace, en interrogeant l'équilibre entre répression des infractions et protection des systèmes d'information.

S'appuyant sur cette base doctrinale, la table ronde se penchera sur l'évolution de l'arsenal juridique national, depuis une approche pénale classique jusqu'à l'émergence d'un dispositif de résilience souverain. Les échanges aborderont également les enjeux de la coopération internationale, les nouveaux défis à relever et les leviers d'action susceptibles d'en limiter l'ampleur, afin de renforcer la confiance et la sécurité au sein de l'écosystème numérique du Royaume.

## Ateliers-débat

### Le rôle de la Commission Nationale de la Commande publique dans l'amélioration de la gouvernance des marchés publics



Vendredi 08 mai 2026

**A partir de 16h**

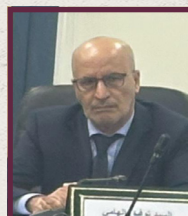
Stand du SGG



#### Intervenant

**M. Mohammed Zouhair BOUAKIL**

Rapporteur général de la Commission Nationale de la Commande publique



#### Intervenant

**M. Toufiq EL HAMI**

Conseiller juridique des administrations – Secrétaire Général du Gouvernement



#### Intervenant

**Pr. Adaoui Abderahim**

Maître de conférences habilité Faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'El Jadida



#### Modérateur

**M. Abderrahim MOUNAAM**

Membre de la Commission Nationale de la Commande publique

Cette rencontre a pour objet de mettre en exergue la contribution de la Commission Nationale de la Commande Publique (CNCP) à la consolidation de la gouvernance des marchés publics, à la lumière de certains avis de principe qu'elle a émis. Elle tend notamment à montrer que la Commission nationale participe à l'interprétation des textes régissant les marchés publics, aussi bien à l'occasion de l'examen des réclamations qui lui sont soumises qu'au travers des consultations juridiques et des avis de principe qu'elle émet, dans le respect de l'esprit du texte et des finalités qui le sous-tendent.

## Atelier interactif pour jeunes

« L’Odyssée de la Loi » Sous le  
signe : «De l’encre du passé aux  
écrans du futur... nous bâtissons  
le Maroc de demain»



Samedi 09 mai 2026

**A partir de 12h**

Stand du SGG



**Intervenant**

**M. Abdelhamid SADEQ**

Acteur associatif  
Coordinateur des œuvres sociales



**Intervenant**

**Mme Saadia BOUSSETA**

Cadre à la Direction de  
l’Imprimerie Officielle  
Secrétariat Général du  
Gouvernement



**Intervenant**

**Mme Ghoufrane CHERKAoui SELLAMI**

Actrice associative  
Cadre à la Direction de l’Imprimerie  
Officielle – Secrétariat Général du  
Gouvernement



**Intervenant**

**M. Noureddine ASBAHI**

Ancien cadre à la Direction  
de l’Imprimerie Officielle  
Secrétariat Général du  
Gouvernement

Cet atelier constitue une expérience interactive qui invite les enfants à explorer l’évolution du Bulletin Officiel, en sa qualité d’outil de diffusion des textes juridiques et de mémoire institutionnelle de l’État marocain. Ce parcours pédagogique retrace le passage du format papier vers sa version numérique moderne, selon une approche alliant apprentissage et divertissement.

L’atelier vise à vulgariser le rôle du Bulletin Officiel dans l’organisation des droits et des devoirs, et à mettre en exergue la contribution de l’Imprimerie Officielle dans la documentation et la publication des textes légaux à travers les différentes mutations qu’a connu le Maroc. Il s’attache également à sensibiliser les jeunes à l’importance de la numérisation pour faciliter l’accès à l’information juridique.

## Ateliers-débat

### La production juridique et l'impact du contrôle a posteriori de la constitutionnalité des lois



Samedi 09 mai 2026

**A partir de 16h**

Stand du SGG



#### Intervenant

**M. Issam BENJELLOUN**

Conseiller juridique des  
administrations - Secrétariat  
Général du Gouvernement



#### Intervenant

**M. Ahmed MOUFID**

Directeur du Centre d'études et  
de recherches parlementaires



#### Intervenant

**Mme Nadia JAMAA**

Professeure de l'enseignement supérieur et  
directrice du Laboratoire de recherche et  
d'études en droit et sciences politiques à la  
Faculté des sciences juridiques et politiques  
de Kénitra- Coordinatrice du master « Études  
constitutionnelles et politiques ».



#### Modérateur

**M. Ridoine TRIBAK**

Enseignant chercheur à  
l'Université Moulay Ismail,  
Meknès

Cette rencontre repose sur le postulat que le processus législatif ne s'achève pas par l'entrée en vigueur des textes, mais demeure assujéti à «l'épreuve de constitutionnalité» exercée par le juge constitutionnel, via l'exception d'inconstitutionnalité.

Elle vise à analyser l'effet rebond et interactif de ce contrôle a posteriori sur la qualité de la production juridique, tout en examinant la dialectique entre le pouvoir d'appréciation du législateur et la fonction de régulation de la Cour Constitutionnelle.

Enfin, elle explore les voies de la sécurité juridique, conciliant purification de l'ordonnancement juridique et stabilité des situations juridiques, afin de faire du contrôle constitutionnel un levier d'optimisation législative et un pilier de l'État de droit.

Visitez notre stand

**OLM Souissi Rabat - stand A36** 

Scannez pour télécharger le  
programme



Scannez pour télécharger  
Reconnaissance vocale  
du programme des activités

